

Autorité de Régulation des
Communications
Electroniques et des Postes
Monsieur le Directeur Général
7, square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Paris, le 17 mars 2010

Réf : dp/OMT/10-15

Objet : Projet de décision soumis à consultation publique portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

Monsieur le Directeur général,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la réponse d'Outremer Telecom à la consultation publique portant sur le projet de décision relatif à l'analyse de marché des services de capacité.

Je vous prie, Monsieur le Directeur général, d'accepter l'expression de ma considération distinguée.



Pierre Roy-Contancin
Directeur Juridique et Réglementaire

Cc : Autorité de la Concurrence

Consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre

Contribution de Outremer Télécom

Outremer Télécom, en tant premier opérateur alternatif mobile et haut débit des DOM, est principalement concerné par l'évolution proposée par l'ARCEP du dispositif de régulation ex-ante du « marché de gros des prestations du segment interurbain interterritorial », autrement dit les accès aux DOM par câbles sous-marins et les dysfonctionnements actuellement constatés dans ce marché.

Dans le cadre du projet de décision sur les marchés des services de capacités faisant l'objet de cette consultation publique, Outremer Télécom note que l'Autorité a décidé de maintenir sa décision de lever le dispositif de régulation ex-ante s'appliquant à la partie sous-marine de l'ensemble des câbles reliant la métropole aux DOM ou reliant certains DOM entre eux. Dans son Rapport de janvier 2010 au Parlement et au Gouvernement relatif au secteur des communications électroniques Outre-mer, l'Autorité a considéré que le déploiement de câbles concurrents a *« transformé ces marchés de monopoles en duopoles et qu'en l'absence de puissance significative d'opérateurs sur ces marchés de capacités sous-marines, l'Autorité devrait ainsi lever la régulation asymétrique existante »*.

Outremer Télécom a déjà fait part à l'Autorité de son appréciation sur cette vision « idyllique » de la situation concurrentielle du marché de gros des capacités sous-marines dans les DOM, et en particulier aux Antilles. Sur ce marché spécifiquement, la réalité opérationnelle à laquelle nous sommes confrontés en tant que principal fournisseur d'accès internet « non intégré » est bien différente. Si l'arrivée de GCN-MCN en 2007, reliant la Martinique à la Guadeloupe, puis la Guadeloupe à Porto-Rico, avait effectivement permis d'ouvrir une seconde route vers la Métropole face au monopole de FT sur les câbles Americas2 et ECFS, les contraintes opérationnelles et financières d'accès à ce câble, imposées par la délégataire de service public, limitent grandement les possibilités de mise en concurrence des opérateurs de capacités sous marines. En effet, GCN-MCN ne propose qu'un tarif « complet » pour une liaison Antilles-France, à un niveau très élevé, mais en revanche, aucune prestation de gros d'atterrissage, ni aucun segment régional (Guadeloupe-Ste-Croix par exemple) qui aurait permis aux FAI antillais de faire jouer la concurrence des autres opérateurs de gros de la Caraïbe.

Dans son Rapport DOM de janvier 2010 et dans le projet de décision soumis à consultation, l'Autorité reconnaît bien que des difficultés concurrentielles demeurent dans la zone Antilles-Guyane. L'ARCEP rappelle d'ailleurs que l'Autorité de la concurrence avait relevé, dans son avis n° 09-A-53, *« les difficultés rencontrées par les fournisseurs d'accès à Internet non intégrés à l'un des deux groupes, Loret et France Télécom »*, notamment *« lors de la négociation de capacités supplémentaires »*. C'est clairement la situation à laquelle Outremer Télécom est confrontée aujourd'hui et qui conduit inéluctablement, avec la croissance du parc d'abonnés, à une dégradation du service d'accès internet fourni aux consommateurs.

Si l'Autorité accepte de lever une partie des remèdes ex-ante imposés à France Télécom, Outremer Télécom note avec intérêt qu'en contrepartie, elle entend maintenir sous une surveillance étroite le marché de gros des capacités sous-marines et notamment dans la zone Antilles et saisir l'Autorité de la concurrence pour enquêter sur les comportements des différents acteurs du marché et, le cas

échéant, demander les mesures et sanctions qui s'imposeront si elle devait constater un défaut d'animation concurrentielle du marché ou des prix significativement supérieurs à ceux de services similaires pour des liaisons, notamment locales, comparables.

Or, sur ce dernier point, Outremer Télécom souhaite rappeler à l'ARCEP qu'à l'occasion de la préparation du Rapport DOM de janvier 2010 et de son audition devant l'Autorité de la Concurrence lors de l'instruction de l'Avis n° 09-A-53, Outremer Télécom a déjà fourni de nombreux éléments démontrant les dysfonctionnements de la concurrence affectant le marché de gros des capacités aux Antilles. Ces derniers résultent principalement de l'application par les deux opérateurs de gros intégrés verticalement, Loret télécom et France Télécom de tarifs extrêmement élevés, quasiment identiques et sans adéquation avec les barèmes de prix pratiqués par les autres opérateurs de câbles sous-marins des Caraïbes qui ne peuvent cependant pas venir les concurrencer sur les Antilles françaises (alors même que Loret commercialise ses câbles sur les autres îles de la Caraïbe au tarif de marché).

A ce titre, Outremer Télécom rappelle que le câble GCN-MCN est un réseau d'initiative public construit et financé à hauteur de 20 millions d'euros par la Région Guadeloupe et la Région Martinique dans un but affiché et revendiqué de désenclavement numérique et de réduction des prix publics du haut débit. Le maintien de tarifs de gros excessifs et non compétitifs a de sérieuses conséquences pour la population locale puisque qu'il empêche la réduction de la fracture numérique aux Antilles. Il est particulièrement grave que ces pratiques soient commises au moyen de fonds publics et dans le cadre de l'exécution de délégations de service public.

Les conditions évoquées dans le Rapport DOM de janvier 2010 et dans le Projet de décision soumise à la présente consultation sont donc déjà réunies pour que l'ARCEP saisisse sans attendre l'Autorité de la concurrence de ces dysfonctionnements avérés afin qu'elle puisse mener son enquête sur cette situation de puissance conjointe des deux opérateurs intégrés, Loret Télécom et France Télécom et les abus qui en découlent.

Par ailleurs, l'intervention de l'Autorité de la concurrence serait également nécessaire pour assurer une mise en œuvre effective des préconisations émises par l'ARCEP dans son Rapport DOM de janvier 2010 en vue de garantir l'amélioration des conditions d'accès aux capacités. A ce titre, l'intervention de l'Autorité de la concurrence devrait éclairer le marché sur les réponses à apporter aux questions suivantes :

- Comportements anticoncurrentiels imputables aux opérateurs intégrés concurrents dans la gestion des infrastructures d'accès aux capacités sous-marines ; Remèdes permettant d'assurer dans le long terme le bon fonctionnement de la concurrence pour les câbles sous-marins (mise en place de structures de mutualisation...etc.) ;
- Distorsions de concurrence commises dans le cadre des délégations de service public ; Mesures pour garantir un accès ouvert à des conditions transparentes, objectives et non discriminatoires aux câbles sous-marins ayant bénéficiés de soutien public dans les DOM.

* * *

*